



Séminaire « Soutenabilités »

« Indicateurs, critères, comptabilité des soutenabilités »

Livret :

Les indicateurs des ODD : une boussole pour les soutenabilités ?

Contribution, Damien Barchiche et Laura Brimont

Damien Barchiche est directeur du programme gouvernance de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Laura Brimont est coordinatrice de l'initiative Modes de vie en transition de l'IDDRI.

Les indicateurs des ODD à l'épreuve de la crise : une boussole pour construire un « après » soutenable ?

1/ En quoi les indicateurs des ODD permettent de penser et de prendre en compte les insoutenabilités (notamment celles révélées par la crise sanitaire) ?

Lors de l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015, les États membres s'accordaient déjà sur le fait que l'objectif de « *transformer notre monde* »¹ ne serait possible que si les ODD étaient intimement liés, dans une mise en œuvre intégrée. Ainsi, les ODD fournissent un cadre de référence permettant de suivre et d'évaluer les politiques publiques de manière systémique. Chaque objectif repose en effet sur des cibles qui associent différentes dimensions du développement durable. Par exemple, les cibles de l'ODD relatif à la santé (ODD 3) montrent que la santé est liée à l'éducation (éducation sanitaire), l'environnement (pollution), l'eau (réduction des décès liés à la pollution de l'eau), les inégalités (couverture santé universelle) et les villes (sécurité des transports). La pandémie de Covid-19 a ainsi révélé à quel point l'accès à une couverture santé et plus largement à une couverture sociale était décisif pour lutter contre une épidémie : sans une prise en charge collective du coût des mesures de

¹ https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=FR

dépistage et de soins mais aussi de celui des mesures de confinement (chômage partiel, aides aux entreprises par exemple), la propagation de la maladie est beaucoup plus violente.

2/ En quoi sont-ils un levier de transformation stratégique ? Quelles en sont leurs limites ?

En tant que principale expression politique et économique de la politique gouvernementale, le budget apparaît comme un point de départ naturel pour faire des ODD un levier de transformation stratégique. Plusieurs pays ont ainsi commencé à intégrer les ODD dans leurs processus budgétaires nationaux². La plupart choisissent soit de cartographier leurs budgets par rapport aux ODD, soit d'inclure des rapports qualitatifs dans leur principal document budgétaire, donnant un aperçu de la manière dont le budget est lié aux différents ODD. Plus rarement, les pays utilisent les ODD pour améliorer leur système d'évaluation de performance budgétaire ou en tant qu'outil de gestion pour l'affectation et l'arbitrage des ressources. Sur ce point, l'exemple de la Finlande est intéressant puisque le gouvernement s'est engagé à inclure une analyse qualitative relative aux impôts et aux subventions préjudiciables.

De manière générale, la question de savoir si l'intégration des ODD dans les processus budgétaires nationaux est un exercice utile dépend de trois facteurs : i) la traduction des ODD en fonction du contexte national dans le cadre d'une stratégie nationale, définissant des priorités propres au pays ii) l'implication du Ministère des Finances, ce qui est souvent révélé par le fait que les ODD sont utilisés comme arguments dans le cadre de la négociation budgétaire entre les ministères iii) l'implication d'acteurs tiers tels que les ONG, les parlementaires et les institutions supérieures de contrôle (Cour des Comptes par exemple), pour faire vivre les ODD dans le débat politique et accroître la redevabilité du gouvernement.

3/ Comment les ODD peuvent-ils être mobilisés pour construire un « après » soutenable (lien avec la crise sanitaire) ?

L'Agenda 2030 est bien plus qu'une longue liste de souhaits, c'est aussi une vision intégrée de la manière de mener le développement, en faisant progresser conjointement le bien-être de l'humanité et de la planète. Dans ce cadre, les objectifs et les cibles sont utiles, mais surtout les interactions entre eux, qu'il convient d'optimiser. C'est pourtant cette dimension qui a jusqu'ici été la moins appliquée³. Les premières interprétations qui mettaient l'accent sur les trois dimensions de la durabilité (économique, environnementale et sociale) ont plutôt renforcé la prise de décision en silos thématiques, bien souvent en privilégiant les avantages économiques immédiats par rapport aux coûts sociaux et environnementaux qui se matérialiseraient à plus long terme.

Dans un monde de plus en plus globalisé et hyper-connecté, toute intervention au nom d'un seul objectif peut entraîner des conséquences imprévues, voire négatives, pour la réalisation d'autres objectifs. Or les interactions entre ODD peuvent aussi donner lieu à des co-bénéfices et à un potentiel important de transformation vers le développement durable. Cela nécessite de gérer les contradictions et les synergies entre secteurs, tels que les soins de santé, l'économie, les systèmes alimentaires et énergétiques. Les approches sectorielles qui se concentrent sur un seul objectif ou un sous-ensemble d'objectifs doivent être dépassées, la manière la plus efficace - voire la seule - de progresser sur un objectif donné étant de tirer parti des synergies positives avec d'autres objectifs tout en résolvant ou en améliorant les compromis négatifs avec d'autres encore : par exemple, quelles options pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire tout en préservant la biodiversité et l'eau et en veillant à bien prendre en compte les inégalités de genre ?

² <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/etude/integration-des-odd-dans-les-processus-budgetaires-nationaux>

³ <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/decryptage/bilan-et-conditions-de-succes-de-lagenda-2030-pour-le>

Comme le rappelait l'année passée le *Rapport global sur le développement durable* (GSDR)⁴, les co-bénéfices, les arbitrages et les choix difficiles sont au cœur du développement durable, mais n'ont pas toujours été appréciés en tant que tels. Les points d'entrée systémiques du GSDR (bien-être et capacités humains ; économie juste et soutenable ; systèmes alimentaires et nutrition : décarbonation de et accès à l'énergie, développement urbain et péri-urbain ; biens communs environnementaux) constituent un moyen d'exploiter d'importantes synergies, des effets multiplicateurs et des compromis entre plusieurs objectifs, mais aussi d'identifier les leviers et les acteurs qui peuvent permettre d'atteindre ces objectifs.

La période post-crise constitue une opportunité d'accélérer les transformations structurelles pour un développement durable, les six points d'entrée systémique du GSDR pouvant constituer les grands chapitres d'une stratégie de développement durable au niveau des territoires ou des acteurs. Dans cette logique de reconstruction, il apparaît nécessaire de conditionner les annulations de dettes ou les sauvetages d'entreprises à l'adoption de trajectoires et de stratégies de développement durable. Cet alignement des investissements et des plans de relance avec le développement durable devra pouvoir être évaluée⁵.

⁴ Independent Group of Scientists appointed by the Secretary General (2019). Global Sustainable Development Report 2019: The Future is Now – Science for Achieving Sustainable Development, United Nations, New York.

⁵ <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/realiser-lagenda-2030-pour-le-developpement-durable>